***L’engagement dans la Protection de la nature et de l’environnement. Les femmes***

Séminaire organisé par l’AHPNE, le LARHRA et IRSTEA, dans le cadre du cycle « Acteurs et artisans de la PNE » .

Grenoble, Msh-Alpes, 14 décembre 2012

**Introduction (Karine Basset, LARHRA et Isabelle Mauz, IRSTEA)**

Pour commencer, une précision importante : aucun d’entre nous n’est spécialiste des questions de genre. Notre question centrale est celle de l’engagement et, notamment, de l’engagement dans la protection de la nature et de l’environnement (PNE). Pour la saisir, nous nous appuyons en particulier sur l’étude de parcours biographiques de personnes qui se sont considérées ou ont été considérées comme engagées. Nous ne visons pas, en effet, à fournir une définition extérieure de l’engagement mais à comprendre ce qu’être engagé veut dire, dans une situation socio-historique donnée, et veut dire, pour commencer, pour celles et ceux qui se voient et sont vus comme engagés. Que nous apprennent ces parcours de vie sur les motivations, les formes et le sens de l’engagement ? Sur la distinction entre l’engagement et d’autres notions auxquelles il est souvent associé, comme celles de responsabilité et de pouvoir d’agir ? Sur les façons d’articuler l’engagement avec d’autres activités, notamment professionnelles ?

Nous entendons explorer ces questions à travers une série de séminaires, dont cette journée est la première séance. Pour nous, le cas des femmes est une occasion, parmi d’autres, de réfléchir au sens et aux formes de l’engagement. Pourquoi commencer par les femmes ? Plus par hasard que par nécessité. Les premières biographies établies dans le cadre de l’AHPNE nous ont suggéré une liste d’interrogations ; l’une d’elles concernait l’absence apparente des femmes. Elle rejoignait un constat que nous avions fait lors de nos travaux sur la création des premiers espaces protégés français : la présence des femmes y était tout à fait exceptionnelle et nous a étonnées : les femmes étaient-elles véritablement absentes, ou plutôt invisibles ? Avec d’autres membres de l’AHPNE, nous avons profité d’un repas pour dresser une « liste des femmes engagées dans la PNE », que Roger Cans a ensuite complétée. Pour la France des dernières décennies, nous sommes arrivés à une cinquantaine de noms. Les choses sont évidemment plus compliquées : les femmes sont ainsi particulièrement nombreuses, parfois majoritaires, parmi les adhérents des associations de protection des animaux. Or il s’agit bien, là aussi, d’une forme d’engagement qui, pour être plus discrète, n’en est pas moins réelle. Au lieu de comporter quelques dizaines de noms, notre liste aurait pu aussi bien en comporter quelques milliers. Tout dépend de quelle forme d’engagement l’on parle, et de quelles femmes.

1. **Femmes et nature**

Avant de donner la parole aux intervenants, nous voudrions vous faire part de quelques idées, et surtout de quelques questions, que nous vous proposons d’avoir à l’esprit tout au long de cette journée, et qui pourront amorcer ou alimenter nos échanges. A la réflexion, le titre du séminaire nous est en effet apparu comme problématique et méritant, à tout le moins, d’en donner une lecture. Nous interrogerons d’abord successivement les catégories de « femmes » d’une part, de « Nature » et d’environnement, d’autre part, ce qui est une manière de déconstruire les présupposés de l’intitulé de cette journée. Puis nous aborderons quelques questions soulevées par le concept d’engagement.

**Des construits sociaux**

« Les femmes et l’engagement dans la PNE » suggère que les femmes constituent un groupe homogène, doté d’une manière spécifique de s’engager dans la PNE, peut-être de s’engager tout court. Indépendamment de leur situation, de leur appartenance à un milieu socio-culturel, à une époque, indépendamment de leur métier ou de leurs pratiques de la nature. Il y a là un risque de déterminisme et d’essentialisation, qu’il faut d’emblée pointer pour ne pas y céder. Les études féministes ont suffisamment montré que la catégorie « femme » est socialement construite et qu’elle est précisément construite par l’attribution aux femmes, en général, de qualités particulières (comme la sensibilité et la proximité à la nature) et par la privation d’autres qualités (comme la rationalité).

C’est en réalité une série de questions que nous voulons poser à travers ce titre : quel sens y a-t-il à parler de femmes et d’engagement dans la PNE ? Est-ce que cela a au juste un sens ? Qu’est-ce que cela fait aux femmes, à la manière de les penser ? Qu’est-ce que les façons de s’engager des femmes (de certaines femmes ?), à supposer qu’elles puissent être distinguées de celles des hommes (de certains hommes ?), nous apprennent de l’engagement, de la nature et de leur diversité respective ?

Comme les « femmes », la nature et l’environnement sont des catégories qui ne sont pas données mais construites. Parler de nature nous paraît pourtant entièrement… naturel. Nous opposons en apparence spontanément nature et culture et cette opposition est également profondément inscrite dans l’étude scientifique du monde (sciences de la nature et sciences de la culture).

Ce grand partage qui nous est si familier produit d’autres grands partages, entre nous (les Occidentaux, les hommes ?) et les autres (les « sauvages », les femmes ?). Mais il a été ébranlé au cours des dernières décennies par toute une série de recherches, que nous ne pouvons évoquer ici que très brièvement. Plusieurs disciplines y ont contribué. La sociologie des sciences et des techniques, dont B. Latour est en France le représentant le plus connu, a renouvelé l’approche des sociétés humaines. Un de ses principaux résultats est que les hommes s’associent sans cesse, et d’une infinité de manières, à des non-humains, qu’il s’agisse d’objets techniques (cette salle en est remplie) ou d’êtres de nature non humains (idem). Si les hommes seuls ne suffisent pas à faire une société humaine, alors le rôle de la sociologie n’est pas seulement d’étudier les rapports des hommes entre eux, dans les situations de face à face, mais aussi d’étudier les relations entre humains et non-humains et les collectifs hybrides qu’ils forment. L’anthropologie a également joué un rôle majeur dans la remise en cause du grand partage entre nature et culture. Il faut ici citer les travaux de Philippe Descola, auteur d’un ouvrage au titre éloquent *Par delà nature et culture* (2005), qui montre que le naturalisme, cette manière que nous avons d’opposer nature et culture, n’est qu’une des façons, circonscrite dans l’espace et dans le temps, qu’ont inventées les humains pour se lier à des non-humains. A côté du naturalisme, nous dit Descola, existent l’animisme, le totémisme et l’analogisme. L’opposition entre nature et culture n’est donc pas universelle. D’autres disciplines sont également intervenues, par exemple pour mettre à mal « les propres de l’homme ». L’éthologie (cf. notamment Dominique Lestel, 2001) a ainsi suggéré l’existence de cultures animales. L’histoire s’est à son tour emparée de ces idées pour proposer, avec Éric Baratay, une histoire écrite du point de vue des animaux.

Ni les femmes, ni l’engagement, ni la nature ne sont donc donnés, déterminés, définitifs. Tout est au contraire construit, donc provisoire, fragile et, à nouveau, situé.

**Des spécificités féminines ?**

Notre interrogation porte ici sur le « et » du titre : les femmes et l’engagement dans la PNE. Y aurait-il des manières féminines de se lier à la nature ? Des modes d’engagement dans la PNE qui seraient plutôt féminins et qui construiraient les femmes, et la nature, d’une certaine manière ?

Le sens commun semble de cet avis. Les femmes seraient plus sensibles à la nature et plus enclines à la protéger ; symétriquement, leurs rapports singuliers à la nature contribueraient à faire des femmes une catégorie singulière, des êtres de nature, plus sensibles justement.

Au début des années 1980, l’écoféminisme a accrédité l’existence d’un lien privilégié entre les femmes et la nature et entre l’exploitation de la nature et la domination des femmes (cf *Death of nature* de Carolyne Merchant, 1980). Des femmes ont lutté pour affirmer le rôle des femmes dans la gestion de l’environnement et dans l’avènement d’un développement durable. Cette affirmation a conduit, notamment, à l’adoption du principe 20 de la déclaration de Rio, en 1992, selon lequel : « Les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable. »

Mais une critique féministe de l’écoféminisme a rapidement émergé, au motif que l’affirmation d’une proximité particulière entre les femmes et la nature opère un effet d’essentialisation, ce risque que nous pointions tout à l’heure. En fait, lorsqu’on aborde la question des relations entre les femmes et la nature, la tension est permanente entre la préoccupation de rendre compte de la singularité des situations, de donner à voir comment les femmes (certaines femmes) établissent des liens avec la nature (certains êtres de nature) et le risque d’essentialiser et la nature et les femmes. Tout l’enjeu est là, finalement : rattacher des liens, des pratiques à des êtres incarnés, toujours singuliers et socialement, historiquement et spatialement situés.

**L’engagement**

Il nous faut également spécifier ce fil rouge que nous avons choisi pour analyser les trajectoires biographiées des protecteurs de la nature et de l’environnement (cf. premier séminaire en 2011) : la notion d’engagement. Il ne s’agit pas ici de prétendre en quelques minutes esquisser un état de l’art de cette question extrêmement dense et complexe, mais simplement de pointer quelques traits saillants des problèmes à la fois épistémologiques et méthodologiques qu’elle soulève, cette journée ayant précisément pour but de nous aider à en préciser les contours.

Nous n’aborderons ici que l’approche francophone de l’engagement, qui fonde nos représentations communes, et non des perspectives, très différentes, de la sociologie américaine, que Howard S. Becker s’est attaché à caractériser dès 1960[[1]](#footnote-1).

Lorsqu’on consulte les textes scientifiques ou littéraires, on s’aperçoit vite que l’engagement est une notion très polysémique. Toutefois, l’origine de sa conceptualisation est classiquement attribuée à Jean-Paul Sartre, dont l’œuvre et les prises de position dans l’arène publique après la Seconde guerre mondiale ont grandement contribué à la consécration de la posture de « l’intellectuel engagé ». Et puisqu’on s’intéresse aujourd’hui aux femmes, il faut bien sûr évoquer, avec Sartre, Simone de Beauvoir, son *alter ego*, qui se voyait elle-même en 1939 en « castor de guerre » (D. Sallenave)[[2]](#footnote-2). Le concept d’engagement serait donc étroitement lié à la constitution même de la figure de l’intellectuel, dont les historiens situent très précisément l’émergence dans l’espace culturel français et au moment de l’Affaire Dreyfus (Ory, Sirinelli). L’historicité du concept le situe ainsi pleinement dans le bouillonnement des deux siècles de la modernité triomphante (aux 19e-20e siècles), où il désigne une manière particulière d’être en prise avec le *monde,* de se confronter à l*’événement*, de prendre part et place dans le débat public, d’abandonner le confort d’une position sociale acquise pour défendre des valeurs menacées, et surtout les plus démunis, les faibles, les sans-parole ou les « sans » tout court.

Ici le concept sartrien rejoint le sens premier donné à l’engagement par la sociologie ou les sciences politiques où le concept sous-tend une *injonction à agir* pour la collectivité, seul ou en s’associant avec d’autres, en s’inscrivant dans des réseaux de solidarités actives, et de faire de tout cela un *devoir*. Il y a donc dans le concept d’engagement une dimension de citoyenneté politique. Il faut sans doute noter que si l’on parle de l’engagement féminin en ce sens, cela soulève immédiatement le problème du pouvoir et de la domination, de l’exclusion des femmes du champ politique, voire dans certaines configurations socio-historiques, de la définition même de la citoyenneté. Ces aspects ont été largement abordés dans les études de genre de la sociologie anglo-saxonne (Pateman, Joan Scott) et dans l’historiographie française par toute une série de travaux menés autour de Michelle Perrot et de la revue CLIO.

En ce sens premier communément admis, l’engagement se distingue peu de la notion de *militantisme* et caractérise un mode spécifique de participation politique et d’action sociale, qui singulariserait l’engagement militant par rapport à d’autres formes de participation, comme le bénévolat. En effet la notion d’engagement sous-tendrait l’adhésion à des *valeurs potentiellement conflictuelles* et impliquerait des actes potentiellement porteurs de *changements sociaux* *ou politiques*. Cette acception et l’histoire du concept expliquent le fait que les travaux se sont focalisés sur l’étude des grandes organisations politiques et syndicales – en particulier le mouvement communiste – et sur les moments de cristallisation de la pensée et de l’action militante, en premier lieu mai 1968. On peut dire ainsi que, en France, dans le champ des sciences sociales, la réflexion sur l’engagement ne s’est longtemps pas démarquée du moment même où il s’est forgé comme concept.

On assiste actuellement, dans les sciences sociales, à un fort regain d’intérêt pour le concept lui-même (engagement militant), utilisé dans de nombreux travaux. Or paradoxalement, cet usage généralisé s’inscrit dans un moment où, selon les théoriciens de la post-modernité (Beck, Giddens), il se serait produit une mutation profonde, une « crise » des formes traditionnelles de l’engagement, conçu comme acte d’adhésion à un « nous » (idéologie spécifique d’une groupe), au profit d’un acte mu davantage par des « intérêts personnels », pour une cause pouvant *éventuellement* devenir collective. Autrement dit, le moteur de l’engagement ne serait plus l’adhésion à une perspective révolutionnaire globale (à un changement inscrit dans un horizon d’attente) - telles que celle inscrite dans les grands récits utopiques du XXe siècle -. L’engagement des individus serait mu par « autre chose », un désir de régler des choses plus immédiates et par conséquent une croyance en des formes d’action beaucoup plus pragmatiques. A un engagement politique pour de grandes causes universelles aurait succédé un engagement essentiellement associatif pour des « mini causes » localisées, selon l’idée que chacun peut apporter sa petite pierre au changement. Bref, la mutation qui affecterait les formes de l’engagement reflèterait la fragmentation sociale et le défaut d’horizon d’attente de nos sociétés postmodernes.

Cette perspective d’une individualisation des modes d’engagement conduit à des changements théoriques et méthodologiques importants. En effet, parallèlement à ce diagnostic d’une mutation des formes d’engagement, se déploie une critique visant le parti-pris de ne considérer comme engagement que ce qui relève du politique, hiérarchisé par rapport au social et que ce qui découle de la sphère publique, hiérarchisée par rapport au privé. Aussi trouve-t-on dans les travaux actuels une incitation forte à « décloisonner la sociologie de l’engagement militant » (Sawicki et Siméant, 2009), à explorer notamment de nouveaux espaces concrets de l’engagement (et plus les seules grandes institutions ou organisations politiques), tant dans les sphères professionnelles, associatives, politiques, que domestiques. Le secteur des associations de l’environnement a particulièrement bénéficié de ce renouvellement épistémologique, qui s’appuie sur une méthodologie privilégiant l’analyse des pratiques, à partir de la parole des « informateurs ». Il s’agit de porter davantage attention aux trajectoires, et au sens donné par les acteurs à leurs pratiques et à leurs actes.

Les femmes sont susceptibles d’apparaître comme des actrices privilégiées de nombre de ces « espaces concrets » d’engagement, auxquels s’intéressent aujourd’hui les sciences sociales. Revenons un instant sur les origines philosophiques du concept d’engagement, qui l’associe en particulier au concept de *responsabilité*. Du concept tel qu’il a été forgé dans la pensée contemporaine après l’expérience des deux guerres mondiales, on retiendra l’idée de devoir « répondre d’autrui », sur la base de la reconnaissance de l’Autre comme étant radicalement différent de soi-même (autrement dit, l’injonction morale de la « responsabilité » procède d’autrui et non du for intérieur). « Être responsable à l’égard des autres » suppose la« capacité d’un individu à demeurer sensible à la différence d’autrui », à prendre un engagement envers lui et à le respecter, par un acte posé dans un contexte libre et volontaire. C’est une notion qui joue en particulier dans la sphère intime. Or certains auteurs ont souligné la dimension sexuée de cette forme d’engagement, du fait de l’assignation séculaire de la femme à la sphère domestique. Selon l’une d’elles, « les femmes sont devenues au cours des siècles expertes dans la conception, l’organisation et la production d’activités offrant une réponse immédiate et anticipée aux différents besoins humains, sociaux et culturels de leurs familles et de leurs communautés » (Josée Belleau, citée in Quéniart : 2002). On posera tout à l’heure la question de savoir – avec la communication de Céline Hervé-Bazin - si le rôle aujourd’hui reconnu ou assigné aux femmes dans la gestion des ressources naturelles ne relève pas de ce registre de « l’engagement responsable ».

Il est intéressant de noter cependant, que, dans les dernières décennies du XXe siècle, le problème de la responsabilité a été posée avec acuité dans la sphère publique, à partir de la question de la limitation volontaire du pouvoir technique, au nom d’une éthique « prospective » (ce qui renvoie à l’idée de « promesse » dans la notion d’engagement), afin de garantir la survie de l’homme sur cette terre et son intégrité (Hans Jonas). Les femmes auraient-elles un rôle particulier à jouer dans cette éthique de la « prudence » fondée sur l’engagement responsable et sans réciprocité envers autrui ?

De cette dernière série de remarque découlent peut-être deux interrogations critiques :

1°) Les nouveaux postulats théoriques autour du concept d’engagement ne conduisent-il pas, à nouveau, au risque de cantonner les femmes dans le registre de l’intime, du domestique, de la « sollicitude » et du « soin » (du *care*), au détriment d’une « mise en visibilité » de leur capacité d’engagement au sens premier, de leur puissance d’agir, de leur capacité à être pleinement et en toute conscience, actrices du changement social et ceci à toutes les périodes de l’histoire ?

2°) *A contrario*, ne faut-il pas interroger à nouveaux frais l’historicité des formes d’engagement, en explorant leur diversité dans le temps et selon la même perspective pragmatique que celle mise en œuvre dans l’analyse des formes actuelles ? Bref, il s’agirait de ne plus considérer que l’engagement militant appartient au passé et l’engagement pragmatique au présent postmoderne, mais d’ouvrir dans la durée les réserves de sens contenu dans le concept même.

**Indications bibliographiques**

Becker, Howard S. 2006. « « Notes sur le concept d’engagement» ». Édité par Édouard Gardella et Éric Monnet. Traduit par Camille Debras et Anton Perdoncin. *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n°11 (octobre). [http://traces.revues.org/257.]

Descola, Philippe. 2005. *Par delà nature et culture*, Paris, Gallimard.

Flahault, Erika. 2004. « Les femmes dans les associations du secteur environnement ». In *Femmes et villes, Femmes et Villes*, 399‑408. [http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00009899.]

Gagné, Karine. 2010. « Ecoféminisme et développement. L’impasse de l’essentialisation du lien femmes/nature », *Altérités*, vol. 7, no 1, p. 39-60.

Hans, Jonas. 1979. [*Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*](http://fr.wikipedia.org/wiki/Le_Principe_responsabilit%C3%A9)- traduction française éd. du Cerf 1990.

Lestel, Dominique. 2001. *Les origines animales de la culture*. Paris, Flammarion.

Merchant, Carolyn.1980. *The Death of Nature: Women, Ecology, and the Scientific Revolution*, London, Wildwood House.

Pateman Carol, *The Disorder of Women*, Stranfortd University Press, 1989.

Scott Joan, *La citoyenneeté paradoxale*, Paris, Albin Michel, 1998.

Quéniart Anne et Julie Jacques. 2001.  « L'engagement politique des jeunes femmes au Québec : de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société », *Lien social et Politiques*, n° 46, p. 45-53.

Quéniart Anne et Jocelyne Lamoureux. 2002. « Femmes et engagement: représentations, espaces et enjeux”, *Cahiers de recherche sociologique,* n°37. [URI: <http://id.erudit.org/iderudit/1002316ar> ]

Sawicki, Frédéric et Johanna Siméant. 2009. « Décloisonner la sociologie de l’engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux francais ». *Sociologie du travail*. [doi:10.1016/j.soctra.2008.12.006]

Thévenot, Laurent. 2011. *L’Action au pluriel. Sociologie des régimes d’engagement*, Paris, Éditions La Découverte, 2006.

Wagner, Patrick. 2005. « La notion d’intellectuel engagé chez Sartre ». *Le Portique. Revue de philosophie et de sciences humaines*, mars. [http://leportique.revues.org/index381.html.]

1. « Le terme d’engagement (commitment) connaît une popularité croissante dans le débat sociologique. Les sociologues l’utilisent pour analyser des comportements aussi bien individuels que collectifs. Ils en font un concept descriptif utilisé pour désigner des formes d’action caractéristiques de certains types d’individus ou de groupes. Ils en font une variable indépendante permettant d’expliquer certains types de comportements individuels ou collectifs. Ils l’utilisent dans l’analyse d’une grande variété de phénomènes : pouvoir, religion, recrutement professionnel, comportements dans l’entreprise, attitude politique, et ainsi de suite.[2](http://traces.revues.org/257#ftn2)» S. Becker, notes sur le concept d’engagement, 1960. [↑](#footnote-ref-1)
2. cf. aussi le champ ouvert en histoire des femmes sur les « intellectuelles » et les travaux présentés dans le numéro de la revue *Clio*, 13, 2001. [↑](#footnote-ref-2)